

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, **Christophe GUY**, Président de la Société Colas Nord-Est, Immeuble Echangeur - 44, Bd de la Mothe - 54000 Nancy, société par actions simplifiée au capital de 36 562 219 euros immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nancy sous le numéro 329 198 337.

En vertu des articles 45 à 48 de l'Ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Déclare sur l'honneur :

1°) Que ni Colas Nord-Est, ni aucun membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance de Colas Nord-Est, ni aucune personne physique détenant un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle de Colas Nord-Est n'a fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du Code général des impôts et, pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité, aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du Code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

2°) Que Colas Nord-Est a souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et a acquitté les impôts, taxes, contributions et cotisations sociales exigibles à cette date.

3°) Que Colas Nord-Est :

- a) n'est pas soumise à une procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L.640-1 du Code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- b) ne fait pas l'objet d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L.653-1 à L.653-8 du Code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;
- c) n'est pas admise à une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L.631-1 du Code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger.

4°) Que Colas Nord-Est :

- n'a pas été/n'est pas sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1, L.8251-1 et L.8251-2 du Code du travail et n'a pas été/n'est condamnée au titre de l'article L.1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du Code pénal ;
- a mis en œuvre, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, l'obligation de négociation prévue à l'article L.2242-5 du Code du travail ;
- n'a pas été/n'est pas condamnée au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal, et n'a pas/ne fait pas l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du Code de procédure pénale.

5°) Que Colas Nord-Est ne fait pas l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L.8272-4 du Code du travail et qu'elle n'a pas fait/ne fait pas l'objet d'une peine d'exclusion des marchés publics inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du Code de procédure pénale.

6°) Que Colas Nord-Est n'a pas fait/ne fait pas l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 226-13, 222-52 à 222-59 ou 413-10 à 413-12 du Code pénal, aux articles L.2339-2 à L.2339-4, L.2339-11-1 à L.2339-11-3 du Code de la défense ou à l'article L.317-8 du Code de la sécurité intérieure.

7°) Que Colas Nord-Est n'a pas, par une décision de justice définitive, vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou en matière de sécurité de l'information.

8°) Que Colas Nord-Est n'a pas, au cours des trois années précédentes, dû verser des dommages et intérêts, et/ou été sanctionnée par une résiliation et/ou fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur .

9°) Que Colas Nord-Est n'a pas entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, et n'a pas fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution.

10°) Que Colas Nord-Est n'a pas eu accès, notamment par le biais d'une participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats.

11°) Que Colas Nord-Est n'a pas conclu d'entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.

12°) Que Colas Nord-Est, par sa candidature, ne crée pas de situation de conflit d'intérêts.

13°) Que Colas Nord-Est est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Fait à Nancy,
Le 5 janvier 2017

Le Président,

Christophe GUY

